

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPCE LEASE TAHITI

Société anonyme au capital de 341 957 000 FCFP.
Siège social : 38, rue François Cardella, 98713 Papeete, Tahiti.
7439 B RCS Papeete.

Comptes annuels au 31 décembre 2024
Approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 22 mai 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE LEASE TAHITI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 7 mai 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Marjorie BLANCLOURME

BILAN ET HORS BILAN

En milliers d'XPF

ACTIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
CAISSES, BANQUES CENTRALES		1 610	108 790
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	0	0
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	0	0
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	3.3		
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	3.3		
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES	3.4	4 260 948	3 946 184
dont PROVISIONS	3.8	62 602	58 257
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.5	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.5	0	0
AUTRES ACTIFS	3.6	23 509	42 138
COMPTES DE REGULARISATION	3.7	65 142	56 079
TOTAL DE L'ACTIF		4 351 209	4 153 191

HORS BILAN	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	110 268	184 366
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	0	0
ENGAGEMENTS SUR TITRES			

En milliers d'XPF

PASSIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	3 770 723	3 639 988
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	0	0
AUTRES PASSIFS	3.6	69 179	43 143
COMPTES DE REGULARISATION	3.7	5 040	5 328
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	3.9	10 000	10 000
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.10	496 267	454 732
Capital souscrit		341 957	341 957
Primes d'émission		5 957	5 957
Réserves		34 196	34 196
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		72 622	51 099
Résultat de l'exercice (+/-)		41 535	21 523
TOTAL DU PASSIF		4 351 209	4 153 191

HORS BILAN	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	120 000	120 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	1 707 905	1 572 743
ENGAGEMENTS SUR TITRES			

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'XPF

	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	5.1	0	26
Intérêts et charges assimilées	5.1	(73 066)	(55 965)
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	1 936 175	1 775 387
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	(1 654 201)	(1 525 990)
Revenus des titres à revenu variable	5.3		
Commissions (produits)	5.4	0	0
Commissions (charges)	5.4	(35 241)	(33 232)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.5		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.6		
Autres produits d'exploitation bancaire	5.5	596	652
Autres charges d'exploitation bancaire	5.5	(173)	(43)
PRODUIT NET BANCAIRE		174 090	160 835

Charges générales d'exploitation	5.6	(104 976)	(110 517)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		69 113	50 317
Coût du risque	5.7	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION		69 113	50 317
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		69 113	50 317
Résultat exceptionnel	5.8	0	0
Impôt sur les bénéfices	5.9	(27 578)	(28 794)
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RESULTAT NET		41 535	21 523

NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

NOTE 1. CADRE GENERAL

1.1 BPCE Lease Tahiti

BPCE Lease Tahiti est une Société Anonyme spécialisée dans les opérations de Crédit-Bail et assimilées dont le statut et le fonctionnement sont définis par la loi du 24 juillet 1966.

Elle est régie par la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et par la loi n° 96 597 du 2 juillet 1996 se rapportant à la modernisation des activités financières, ainsi que par les textes précisant leurs modalités d'application.

La législation commerciale, notamment les dispositions relatives aux sociétés anonymes de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, est applicable à BPCE Lease Tahiti pour autant qu'elle soit compatible avec les dispositions énumérées ci-dessus.

La société BPCE Lease Tahiti a opté pour le statut de société de financement (selon la décision du collège de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) du 30 octobre 2014 actant le retrait d'agrément).

Les comptes annuels de BPCE Lease Tahiti sont présentés en francs pacifiques, qui est la devise fonctionnelle de la société.

1.2 Evénements significatifs

Il n'y a aucun événement significatif durant l'exercice 2024.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun élément significatif remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31 décembre 2024 n'a eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2025.

NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de BPCE Lease Tahiti sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Ils sont présentés, pour les aspects généraux, en conformité avec les règles comptables posées par la délibération n° 2011-13 de l'Assemblée de Polynésie Française du 5 mai 2011 adoptant un nouveau plan comptable général applicable aux comptes clos à compter du 31 décembre 2012.

2.2 Changements de méthodes comptables

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par le Comité de la Réglementation Comptable lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

• Indépendance des exercices,
et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

2.3.2 Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

2.3.3 Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

2.3.4 Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

- le règlement CRC n° 2004-06 relatif à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

2.3.7 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

NOTE 3. INFORMATIONS SUR LE BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Opérations interbancaires*En milliers d'XPF*

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue	0	0
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>		
Dettes à terme	3 770 723	3 639 988
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	3 770 723	3 639 988
Dettes rattachées	0	0
TOTAL	3 770 723	3 639 988

Les créances et dettes à vue correspondent exclusivement à des opérations réalisées avec le groupe.

3.2 Opérations avec la clientèle**Dettes vis-à-vis de la clientèle***En milliers d'XPF*

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0
<i>Livret A</i>		
<i>PEL / CEL</i>		
<i>Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)</i>		
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	0	0
Dépôts de garantie		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées		
Total	0	0

3.3 Autres titres détenus à long terme

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
	Placement	Placement
Titres cotés		
Titres non cotés	0	0
Créances rattachées		
Total	0	0

3.4 Opérations de crédit-bail et locations simples

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Mobilier	Location	Total	Mobilier	Location	Total
Encours clientèle	3 515 811	696 568	4 212 379	3 288 721	609 267	3 897 988
Biens temporairement non loués	57 712	0	57 712	36 847	0	36 847
Encours douteux	(55 646)	0	(55 646)	(35 931)	0	(35 931)
Dépréciation encours douteux	66 579	3 914	70 493	65 740	7 424	73 164
Dépréciation bien non loués	(51 102)	(3 236)	(54 337)	(49 656)	(4 936)	(54 591)
Créances rattachées	25 172	5 176	30 348	28 078	630	28 707
Total	3 558 526	702 422	4 260 948	3 333 799	612 386	3 946 184

Evolution de la réserve latente

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Encours financier net	4 207 763	3 892 995
Immobilisations nettes	(4 207 763)	(3 892 995)
Réserve latente brute	0	0
Impôts différé	0	0
Réserve latente nette	0	0

La réserve latente étant négative globalement, une provision a été constatée afin de déprécier la valeur nette comptable à hauteur de la valeur nette financière pour un montant de 54 063 milliers de francs pacifiques et neutraliser la réserve latente négative.

3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles**Immobilisations incorporelles**

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	0	0	0	0	0
Droits au bail et fonds commerciaux					0
Logiciels					0
Autres					0
Amortissements et dépréciations	0	0	0	0	0
Droits au bail et fonds commerciaux					0
Logiciels					0
Autres					0
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	32 259	0	0	0	32 259
<i>Immobilisations corporelles d'exploitation</i>	<i>32 259</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>32 259</i>
Terrains	0				0
Constructions	0				0
Parts de SCI	0				0
Autres	32 259		0		32 259
Immobilisations hors exploitation	0				0
Amortissements et dépréciations	32 259	0	0	0	32 259
<i>Immobilisations corporelles d'exploitation</i>	<i>32 259</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>32 259</i>
Terrains	0				0
Constructions	0				0
Parts de SCI	0				0
Autres	32 259	0	0		32 259
Immobilisations hors exploitation	0				0
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

Dettes représentées par un titre

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse et bons d'épargne		
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées		
Total	0	0

3.6 Autres actifs et autres passifs

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	17 435	25 006	2 830	24 831
Dépôts de garantie reçus et versés	3 488	9 305	3 488	8 099
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	2 586	34 867	35 820	10 213
TOTAL	23 509	69 179	42 138	43 143

3.7 Comptes de régularisation

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Charges et produits constatés d'avance		5 040		5 328
Produits à recevoir/Charges à payer	65 142		56 079	
Valeurs à l'encaissement				
Autres				
TOTAL	65 142	5 040	56 079	5 328

3.8 Provisions**Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie**

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2023	Ajustement	Dotations	Reprises	31/12/2024
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	58 256	0	32 177	(27 832)	62 601
Dépréciations sur encours clientèle	58 256		32 177	(27 832)	62 601
TOTAL	58 256		32 177	(27 832)	62 601

3.9 Fonds pour risques bancaires généraux

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2024
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	10 000				10 000
Fonds régionaux de solidarité (1)					
Total	10 000	0	0	0	10 000

(1) Uniquement pour les Banques Populaires

3.10 Capitaux propres

<i>En milliers d'XPF</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2020	341 957	5 957	85 295	21 523	454 732
Variation de capital					0
Résultat de la période				41 535	41 535
Distribution de dividendes			0	0	0
Changement de méthode					0
Autres mouvements			21 523	(21 523)	0
Total au 31 décembre 2021	341 957	5 957	106 818	41 535	496 268

Le capital social de BPCE Lease Tahiti s'élève à 341 957 milliers de francs pacifiques et est composé de 62 174 actions d'une valeur nominale de 5 500 francs pacifiques chacune.

3.11 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>En milliers d'XPF</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2024
Total des emplois	545 654	1 569 057	2 146 237	0	0	4 260 948
Effets publics et valeurs assimilées						0
Créances sur les établissements de crédit						0
Opérations avec la clientèle						0
Obligations et autres titres à revenu fixe						0
Opérations de crédit-bail et de locations simples	545 654	1 569 057	2 146 237	0		4 260 948
Total des ressources	1 058 908	917 363	1 794 452	0	0	3 770 723
Dettes envers les établissements de crédit	1 058 908	917 363	1 794 452	0		3 770 723
Opérations avec la clientèle						0
Dettes représentées par un titre						0
Dettes subordonnées						0

NOTE 4. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN**4.1 Engagements reçus et donnés****4.1.1 Engagements de financement**

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
en faveur des établissements de crédit		
en faveur de la clientèle	110 268	184 366
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>		
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	110 268	184 366
<i>Autres engagements</i>		
Total des engagements de financement donnés	110 268	184 366
Engagements de financement reçus		
d'établissements de crédit	120 000	120 000
de la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	120 000	120 000

4.1.2 Engagements de garantie

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
- confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
- autres garanties		
D'ordre de la clientèle	0	0
- cautions immobilières		
- cautions administratives et fiscales		
- autres cautions et avals donnés		
- autres garanties données		
Total des engagements de garantie donnés	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	1 707 905	1 572 743
Total des engagements de garantie reçus	1 707 905	1 572 743

NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	0	(73 066)	(73 066)	26	(55 965)	(55 939)
Opérations avec la clientèle	0	(73 066)	(73 066)	26	(55 965)	(55 939)
Obligations et autres titres à revenu fixe			0			0
Dettes subordonnées			0			0
Autres*			0			0
Total	0	(73 066)	(73 066)	26	(55 965)	(55 939)

5.2 Produits et charge sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail et location						
Loyers	1 557 980	0	1 557 980	1 446 736	0	1 446 736
Résultats de cession	18 582	(164 438)	(145 856)	23 872	(120 121)	(96 248)
Dépréciation	82 326	(42 651)	39 676	51 705	(21 449)	30 257
Dépréciation biens non loués	3 173	(7 773)	(4 599)	6 168	(1 900)	4 268
Amortissement	0	(1 197 566)	(1 197 566)	0	(1 155 887)	(1 155 887)
Pertes/reprises sur créances irrécouvrables	1 095	(23 043)	(21 949)	544	(11 512)	(10 968)
Autres produits et charges	20 364	(8 264)	12 100	20 024	(8 369)	11 655
	1 683 521	(1 443 736)	239 785	1 549 050	(1 319 237)	229 813
Opérations de location simple						
Loyers	222 874	0	222 874	208 410	0	208 410
Résultats de cession	23 847	(3 644)	20 203	14 667	(5 254)	9 412
Dépréciation	1 700	0	1 700	48	(602)	(553)
Amortissement	0	(205 140)	(205 140)	0	(199 507)	(199 507)
Autres produits et charges	4 234	(1 681)	2 552	3 212	(1 390)	1 822
	252 654	(210 465)	42 189	226 337	(206 753)	19 584
Total	1 936 175	(1 654 201)	281 974	1 775 387	(1 525 990)	249 397

5.3 Revenus des titres à revenu variable

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
TOTAL	0	0

5.4 Commissions

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire			0			0
Opérations avec la clientèle	0		0	0		0
Opérations sur titres			0			0
Moyens de paiement			0			0
Opérations de change			0			0
Engagements hors-bilan			0			0
Prestations de services financiers			0			0
Activités de conseil			0			0
Autres commissions		(35 241)	(35 241)		(33 232)	(33 232)
Total	0	(35 241)	(35 241)	0	(33 232)	(33 232)

5.5 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun			0			0
Refacturations de charges et produits bancaires			0			0
Activités immobilières			0			0
Prestations de services informatiques			0			0
Autres activités diverses	596	(173)	423	652	(43)	609
Autres produits et charges accessoires			0			0
Total	596	(173)	423	652	(43)	609

5.6 Charges générales d'exploitation

<i>En milliers d'XPF</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Frais de personnel		
Salaires et traitements	(13 156)	(25 279)
Charges de retraite et assimilées (1)	(5 022)	(6 125)
Autres charges sociales		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés		
Impôts et taxes liés aux rémunérations	(62)	(116)
Total des frais de personnel	(18 240)	(31 519)
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	(19 808)	(17 759)
Autres charges générales d'exploitation	(66 929)	(61 239)
Total des autres charges d'exploitation	(86 736)	(78 998)
Total	(104 976)	(110 517)

5.7 Coût du risque

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024					31/12/2023				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires	0	0	0		0	0	0	0		0
Clientèle	0	0	0		0	0	0	0		0
Débiteurs divers	0	0	0		0	0	0	0		0
Provisions										
Engagements hors-bilan	0	0	0		0	0	0	0		0
Provisions pour risque clientèle	0	0	0		0	0	0	0		0
Autres	0	0	0		0	0	0	0		0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.8 Résultat exceptionnel

<i>En milliers d'XPF</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits exceptionnels	0	0
...		
Charges exceptionnelles	0	0
Total	0	0

5.9 Impôt sur les bénéfices

<i>En milliers d'XPF</i>	
Bases imposables aux taux de	35 %
Au titre du résultat courant	69 113
Réintégrations	13 215
Déductions	
Bases imposables	82 329
Imputation des déficits antérieurs	
Résultat fiscal après imputation des déficits antérieurs	82 329
IS (35 %)	(28 815)
Contributions supplémentaires 7 %	(2 263)
Impôt comptabilisé	(31 078)
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	
Provisions pour impôts	
Régularisation 2023	3 500
Redressement IS	
TOTAL	(27 578)
TOTAL IS 2024	(27 578)

NOTE 6. AUTRES INFORMATIONS**6.1 Consolidation**

Les comptes individuels de BPCE Lease Tahiti sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE.

6.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

<i>En milliers d'XPF</i>	DELOITTE		DELOITTE	
	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 489	97 %	2 419	97 %
Services autres que la certification des comptes	77	3 %	75	3 %
TOTAL	2 566	100 %	2 494	100 %

6.3 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issus des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses rés eaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l’arrêté du 21 août 2013 pris en application de l’article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2024, BPCE Lease Tahiti n’exerce pas d’activité et n’a pas recensé d’implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

Les informations relatives aux implantations par pays en application de l’ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 modifiant l’article L. 511-45 du code monétaire et financier figurent dans le document de référence du groupe BPCE.

6.4 Rémunération des organes d’administration et de Direction

Il n’a pas été versé de jetons de présence aux organes d’administration et de Direction au cours de l’exercice.

Affectation du résultat de l’exercice clos le 31 décembre 2024

L’assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d’administration, décide d’affecter le bénéfice de l’exercice 2024 d’un montant de 348 065,86 € (41 535 305,00 francs pacifiques) augmenté du report à nouveau de l’exercice précédent, soit 608 575,14 €, soit au total une somme de 956 641,00 € de la façon suivante :

- Report à nouveau 956 641,00 €

L’assemblée générale prend acte les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	Montant global du dividende distribue
2021	50 € par action*	3 108 700,00 €
2022	0 € par action*	0,00 €
2023	0 € par action*	0,00 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l’abattement en application des dispositions de l’article 158-3 2° du CGI.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social 7 Promenade Germaine Sablon 75013 Paris.